

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2905

[C — 99/27666]

6 MAI 1999. — Décret portant approbation de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif au transport interne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération conclu le 25 mai 1998 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif au transport interne est approuvé.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil 519 (1998-1999) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 4 mai 1999.

Discussion - Vote.

—
Annexe

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment en son article 92bis modifié par la loi du 8 août 1988 et par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 20 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 octobre 1997;

Considérant que cette disposition permet aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la gestion conjointe de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun;

Considérant que l'article 6, § 1^{er}, X, de la même loi spéciale confie la compétence en matière de transports aux régions;

Considérant que l'article 127 de la Constitution fait de l'enseignement, et par là, des transports scolaires, une matière communautaire;

Considérant que l'article 3, 5^o, du décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, a transféré l'exercice des compétences en matière de transport scolaire visée à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement organisé par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du transport scolaire à ces institutions;

Considérant qu'il paraît opportun de conclure un accord de coopération en matière de transport scolaire,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

et

la Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Communauté française et la Région wallonne conviennent d'assurer les synergies les plus efficaces entre la politique régionale de ramassage scolaire et la politique communautaire de transport interne aux établissements d'enseignement de la Communauté française.

Art. 2. Le transport scolaire, nommé ci-après ramassage scolaire, est le transport visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisé par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du transport scolaire et par le décret du portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française.

Art. 3. Le transport interne consiste dans :

1° le transport des élèves d'un établissement organisé par la Communauté française entre les différentes implantations de cet établissement ainsi que vers les différents locaux dans lesquels les élèves suivent des activités obligatoires qui font partie de leur programme d'études;

2° le transport des élèves d'un internat autonome de la Communauté française vers l'établissement d'enseignement où ils suivent les cours;

3° le transport des élèves d'un établissement organisé par la Communauté française ou d'un internat autonome de la Communauté française vers les locaux scolaires où les élèves prennent les repas;

4° le transport des élèves d'un centre de plein air vers les lieux d'activité du centre;

5° le transport des élèves d'un établissement organisé par la Communauté française vers les locaux du Centre PMS dont dépend l'établissement.

Art. 4. Moyennant accord préalable du secrétaire de la Commission consultative déconcentrée concernée, visé à l'article 8 du décret du précité, sont également considérés comme transports internes sous réserve de ne pas dépasser le kilométrage attribué à l'établissement, les transports assurant les déplacements vers les musées, expositions et autres sites d'intérêt pédagogique, pour autant qu'ils soient effectués pendant les jours normaux d'ouverture des écoles.

Art. 5. Pour ce qui relève du transport interne, l'ensemble des frais afférents à la rétribution du chauffeur et à l'accompagnement éventuel ainsi que la responsabilité civile des chauffeur et accompagnateur incombent à la Communauté française.

Lorsqu'un circuit de transport interne comprend aussi du ramassage scolaire, il est considéré comme du transport interne.

Art. 6. L'affectation de membres du personnel ouvrier statutaire ou contractuel, de la Communauté française à la conduite de bus de ramassage scolaire fait l'objet d'un protocole d'accord entre le Gouvernement de la Région wallonne et de celui de la Communauté française. Le protocole est adapté annuellement.

La responsabilité civile des membres du personnel ouvrier, statutaire ou contractuel, affectés à la conduite de bus de ramassage scolaire et son accompagnement éventuel incombe, lorsqu'ils accomplissent cette tâche, à la Région wallonne.

Art. 7. La Région met à la disposition des établissements de la Communauté française les bus destinés au transport interne défini aux articles 2 et 3. Les bus mis à dispositions peuvent être propriété de la Région ou loués par elle.

Le nombre global de kilomètres financés par la Région pour le transport interne ne peut excéder, par année scolaire, 1.350.000 kilomètres.

Art. 8. Lorsque des membres du personnel visé à l'article 1^{er} du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont affectés aux transports scolaires par mise à la disposition de la Région, ils sont placés sous l'autorité hiérarchique de celle-ci et bénéficient d'un congé pour mission spéciale, conformément à l'échelle barémique qui leur est applicable en fonction de leur nomination.

Le nombre de chargés de mission visés à l'alinéa 1^{er} ne peut être supérieur à six.

Art. 9. Le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement de la Communauté française, chacun pour ce qui le concerne, soumettent le présent accord à la sanction de leur Parlement dans les trois mois de sa signature.

Namur, le 25 mai 1998.

La Ministre-Présidente de la Communauté française, chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2905

[C - 99/27666]

6 MEI 1999. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het intern vervoer (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord, gesloten op 25 mei 1998 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het intern vervoer, is goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad 519 (1998-1999) nrs. 1 en 2

Volledig verslag, openbare vergadering van 4 mei 1999.

Bespreking - Stemming.

—
Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 20 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 oktober 1997;

Overwegende dat deze maatregel de Gemeenschappen en de Gewesten in de mogelijkheid stelt samenwerkingsakkoorden te sluiten die o.a. slaan op het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden, of op de ontwikkeling van gemeenschappelijke initiatieven;

Overwegende dat artikel 6, § 1, X, van dezelfde bijzondere wet de bevoegdheid inzake vervoer aan de Gewesten opdraagt;

Overwegende dat artikel 127 van de Grondwet het onderwijs en dus het leerlingenvervoer bepaalt als een gemeenschapsaangelegenheid;

Overwegende dat artikel 3, 5°, van het decreet II van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, de uitoefening van de bevoegdheden inzake het leerlingenvervoer, bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en georganiseerd bij de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer, naar deze instellingen overgeheveld heeft;

Overwegende dat het gepast lijkt een samenwerkingsakkoord inzake het leerlingenvervoer te sluiten,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

en

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest komen overeen de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap te voorzien van de efficiëntste samenwerkingsverbanden tussen het gewestelijk schoolbusdienstbeleid en het communautair beleid inzake intern vervoer.

Art. 2. Het leerlingenvervoer, hierna schoolbusdienst genoemd, is het vervoer bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en georganiseerd bij de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer en bij het decreet van 16 juli 1998 (?) houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken.

Art. 3. Het intern vervoer bestaat in het vervoer van de leerlingen van :

1° een door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichting tussen de verschillende vestigingen van deze inrichting alsmede naar de verschillende lokalen waarin de leerlingen verplichte activiteiten van hun leerprogramma volgen;

2° een autonoom internaat van de Franse Gemeenschap naar de onderwijsinrichting waar de leerlingen school lopen;

3° een door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichting of een autonoom internaat van de Franse Gemeenschap naar de schoollokalen waar de leerlingen hun maaltijden gebruiken;

4° een openluchtcentrum naar de plaatsen van het centrum waar de activiteiten plaatsvinden;

5° een door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichting naar de lokalen van de psycho-medisch-sociale dienst waarvan de inrichting afhangt.

Art. 4. Met voorafgaand akkoord van de secretaris van de betrokken gedecentraliseerde adviescommissie, bedoeld in artikel 8 van voornoemd decreet wordt het vervoer naar de musea, tentoonstellingen en andere ruimten met een pedagogisch belang onder voorbehoud dat de aan de inrichting toegekende kilometrage niet overschreden wordt eveneens als intern vervoer beschouwd, voor zover het tijdens de gewone openingsdagen van de scholen gebeurt.

Art. 5. Wat het intern vervoer betreft, komt het geheel van de loonkosten van de chauffeur en de eventuele begeleider ten laste van de Franse Gemeenschap; deze laatste neemt eveneens de civielrechtelijke aansprakelijkheid van de chauffeur en begeleider op zich.

Wanneer een traject van intern vervoer ook een schoolbusdienst omvat, wordt het als intern vervoer beschouwd.

Art. 6. Er wordt in een jaarlijks aan te passen een memorandum van overeenkomst tussen de Regering van het Waalse Gewest en die van de Franse Gemeenschap voorzien met betrekking tot de leden van het statutaire of contractuele arbeiderspersoneel van de Franse Gemeenschap die belast worden met het besturen van schoolbussen.

De civielrechtelijke aansprakelijkheid van de leden van het statutaire of contractuele arbeiderspersoneel die schoolbussen besturen, en van de eventuele begeleider, berust bij het Waalse Gewest wanneer ze deze taak vervullen.

Art. 7. Het Gewest stelt de bussen voor het in de artikelen 2 en 3 bepaalde intern vervoer ter beschikking van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap. Deze bussen kunnen eigendom van het Gewest zijn of door dit laatste gehuurd worden.

Het totaalaantal kilometers dat het Waalse Gewest financiert voor het intern vervoer mag maximum 1 350 000 kilometers per schooljaar bereiken.

Art. 8. Wanneer personeelsleden, bedoeld in artikel 1 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, het leerlingenvervoer moeten waarnemen door terbeschikkingstelling van het Gewest, staan ze onder het hiërarchische gezag van dit laatste en genieten ze een verlof voor bijzondere opdracht overeenkomstig de loonschaal die op hen van toepassing is naar gelang van hun benoeming.

Het aantal opdrachthouders, bedoeld in het eerste lid, is beperkt tot zes.

Art. 9. De Regering van het Waalse Gewest en de Regering van de Franse Gemeenschap onderwerpen, ieder wat haar betreft, dit akkoord aan de goedkeuring van hun Parlement binnen drie maanden na de ondertekening ervan.

Namen, 25 mei 1998.

De Minister-Voorzitster van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN